



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de déconsignation de sommes

N°DCL-BRENV-2023-249-7

METSO FRANCE SAS

Siège administratif

SIRET : 68555044400010

41, rue de la République
71000 Mâcon

Site d'exploitation :

Même adresse que le siège social

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de l'ordre national du mérite
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 172-1 et suivants, L. 181-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5, L. 516-1, R. 171-1, R. 511-9, R. 516-1 et suivants ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 nommant M. Yves SEGUY, préfet de Saône-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, en particulier son article 3 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 03/0118/2-3/ du 15 janvier 2003 autorisant la société Metso à Mâcon à poursuivre une activité de fabrication de broyeurs-concasseurs et d'équipements de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014190-0006 du 9 juillet 2014 prescrivant l'obligation de constituer des garanties financières en application de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement susvisé ;

Vu la lettre préfectorale du 25 mars 2016 prenant acte du changement de dénomination de METSO MINERALS SA en METSO FRANCE SAS ;

Vu les récépissés de consignation de sommes remis par la caisse des dépôts à la société METSO, référencés dans les conditions suivantes, dont les sommes sont au bénéfice du numéro de consignation : 2224268 – catégorie 410 :

– récépissé n° 2529044024 du 30/06/2014 d'un montant de 29 418,80 € délivré au nom de la société METSO MINERALS SA ;

– récépissé n° 2531263715 du 10/02/2015 d'un montant de 29 418,80 € délivré au nom de la société METSO MINERALS SAS ;

– récépissé n° 2534709866 du 24/02/2016 d'un montant de 29 418,80 € délivré au nom de la société METSO FRANCE SAS ;

– récépissé n° 2549029247 du 15/02/2017 d'un montant de 29 418,80 € délivré au nom de la société METSO FRANCE SAS ;

– récépissé n° 2555013328 du 24/01/2018 d'un montant de 29 418,80 € délivré au nom de la société METSO FRANCE SAS ;

– récépissé n° 2562094119 du 11/04/2019 d'un montant de 4 511 € délivré au nom de la société METSO FRANCE SAS ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé BL/NM/2023/M_159, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 07 juin 2023 et transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception n° 1 A 195 171 6492 1 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les installations exploitées par la société METSO FRANCE SAS relèvent de la rubrique « 2940-2-a » au sens des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2003 susvisé pour une quantité de peinture appliquée par pulvérisation et s'élevant 165 kilogrammes par jour ;

Considérant qu'en application de la colonne « A » de l'annexe 1 à l'article R. 511-9 du code de l'environnement, les installations classées au titre de la rubrique 2940-2-a de la nomenclature s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement relèvent désormais du régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 susvisé, notamment ses annexes I et II, précise les installations classées soumises aux dispositions du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que les installations classées sous la rubrique 2940 et relevant du régime de l'enregistrement ne sont plus tenues de constituer les garanties financières telles que prévues à l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que dans ces conditions les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2014 susvisé imposant la constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé sont rendues caduques ;

Considérant que dans ces conditions les sommes versées et leurs éventuels intérêts acquis peuvent être restituées à la société METSO FRANCE SAS dans les conditions de l'article 3 de l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 susvisé ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} - références et bénéficiaire de la restitution des sommes consignées

La procédure de restitution des sommes consignées en application de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement, auprès de la caisse des dépôts sous le numéro de consignation n° 2224268, est engagée au bénéfice de la société METSO FRANCE SAS, dont le siège social est situé : « 41, rue de la République » sur le territoire de la commune de Mâcon (71 000) pour les installations qu'elle exploite à la même adresse.

Article 2 - modalités de déconsignation

La société METSO FRANCE SAS (SIRET :68555044400010) est autorisée à solliciter la déconsignation totale des fonds à son profit s'agissant des récépissés :

- n° 2529044024 du 30/06/2014 (montant de 29 418,80 €) délivré à la société METSO MINERALS SA ;
- n° 2531263715 du 10/02/2015 (montant de 29 418,80 €) délivré à la société METSO MINERALS SAS ;
- n° 2534709866 du 24/02/2016 (montant de 29 418,80 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS ;
- n° 2549029247 du 15/02/2017 (montant de 29 418,80 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS ;
- n° 2555013328 du 24/01/2018 (montant de 29 418,80 €) délivré à la la société METSO FRANCE SAS ;
- n° 2562094119 du 11/04/2019 (montant de 4 511 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS.

Le montant déconsigné s'élève à 151 605 € (cent cinquante et un mille six cent cinq euros) augmenté d'éventuels intérêts acquis au titre des dispositions réglementaires applicables relatives aux taux et modalités de calcul de rémunération des sommes consignées.

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société METSO FRANCE SAS à Mâcon.

Article 4– Mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Mâcon et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimale d'un mois. Le maire de la commune de Mâcon fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Saône-et-Loire l'accomplissement de cette formalité.

3° le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5– Exécution, notification et copies

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le Directeur régional des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, le Directeur régional des Finances publiques – pôle gestion des consignations – CDC de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le maire de la commune de Mâcon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont copie leur sera faite.

Mâcon, le - 6 SEP. 2023

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.